

POINT DE VUE. **PHILIPPE RENAUDI** président du Medef/UPE 06, membre du bureau exécutif du Medef

“Dire qu’il n’y aura pas de casse pour les entreprises est une hérésie”

Autant le patron des patrons azuréens s’était montré satisfait des premières mesures prises en faveur de l’économie, autant les applications aléatoires desdites mesures ne lui laissent rien présager de bon.

Les journées sont chargées pour Philippe Renaudi. Ce mercredi 18 mars, réunions de crise en vision-conférence avec le Medef, suite à la rencontre de Geoffroy Roux de Bézieux avec Edouard Philippe, Bruno Le Maire, Olivier Veran et Muriel Pénicaud, le 19 mars avec le Medef Sud, et dans l’après-midi point préfectoral téléphonique avec l’ensemble des acteurs économiques des Alpes-Maritimes. Les chiffres s’alignent, mais le terrain ne suit pas. “Et le discours du gouvernement devient inaudible.” En cause, les attitudes contradictoires du ministère de la Santé et de celui du Travail, l’un prônant le confinement sévère, l’autre... godillant entre les portes. Visiblement, la communication ne passe plus entre organisations syndicales et pouvoirs publics, qui avaient sans doute sous-estimé la panne sèche économique provoquée par le passage au confinement provisoire.

Philippe Renaudi ne comprend pas. “On a cette désagréable sensation de rétro-pédalage, notamment côté Muriel Pénicaud, qui nous demande de nous remettre au travail, alors que le ministère de la Santé reste sur le frein.” Une cacophonie qui ne rassure pas les chefs d’entreprise, traités de “défaitistes”, notamment sur le flanc du BTP, par la ministre du Travail. “Pour vous dire le niveau d’incompréhension de Madame Pénicaud, elle nous a proposé (acteurs de la filière BTP, NDLR) de multiplier les véhicules pour amener les ouvriers sur les chantiers. Est-ce que,

au moins une fois, nous pourrions avoir un discours cohérent ?”

Autre filière suivie de près par l’organisation patronale, la construction automobile, “toutes les grandes enseignes ont déjà fermé, et les petites PME, garages et concessionnaires, voient leurs stocks de pièces diminuer sans être réapprovisionnés, et vont s’arrêter de fait.” Même constat sur le volet industriel, les transporteurs se raréfient, hors alimentaire bien sûr. Et sur le secteur du tourisme, c’est la Bérézina, “même si sur le papier, les hôtels doivent continuer, sauf qu’il n’y a plus un client.” C’est autour du tourisme au sens large, et en particulier dans les Alpes-Maritimes, que se multiplient les situations d’activités partielles, avec là-encore quelques inquiétudes côté Medef : si le gouvernement déclare s’acquitter de la facture, à quel tarif horaire ? “On est passés hier matin d’une addition de 350M€ à 8Mds€...” Ce qui explique sans doute le revirement d’un ministère du Travail qui pousse au retour des troupes. “Oui, il est nécessaire de faire tourner l’économie, mais l’économie vitale. Il est là, le message à faire passer.”

Quid des banques ? “Côté collaborateurs, beaucoup ne veulent plus aller travailler. Alors que c’est justement là qu’il faut du monde ! On marche à l’envers. La fédération des banques françaises, elle, négocie à Paris les modalités des prêts avec le gouvernement. On pourrait aller jusqu’à des prêts à quatre ans si la situation sanitaire dérape vrai-



ment, à prix coûtant. Par contre, côté Bpifrance, la contre-garantie des prêts portée à 90% a ses inconvénients : les frais ne seront pas donnés... On ne peut pas avoir le beurre et l’argent du beurre.”

Autre écueil, celui des assurances : “là-aussi, il faut faire une petite mise au point. Beaucoup de chefs d’entreprises pensent qu’elles vont compenser les pertes d’exploitation.

Mais les assurances, elles, ont bien expliqué que le volet qui couvre les pertes d’exploitation ne peut être évoqué qu’après un ‘dommage’, incendie, inondation... Là, ça ne s’appliquera pas, même avec un super contrat.”

Sur la situation locale, et donc sous casquette UPE 06, le président Renaudi est sceptique. “Des secteurs vont continuer à fonction-

BIENTÔT DE NOUVELLES MESURES ?

Dans les tuyaux, on parle d’un déplacement des heures supplémentaires, notamment sur le secteur agro-alimentaire où les salariés travaillent plus que d’ordinaire, et ce même si les syndicats grincent des dents. Et surtout, est aussi évoquée la possibilité pour les entreprises d’obliger leurs salariés à prendre une semaine de congés. On attend la confirmation très rapidement.

Concernant les cadres, sans qu’il n’y ait encore d’explications très nettes, l’activité partielle serait calculée selon un forfait/jour et non un tarif horaire... A l’heure où nous imprimons, ces sujets sont encore en discussion dans les ministères concernés.

ner, pharmacies, commerces alimentaires, stations-services. Mais pour le reste... Les transporteurs commencent à avoir recours au chômage partiel (source branche, NDLR), ça n’est pas bon signe.” Par ricochet, les autres filières, même agiles, seront forcément impactées. Pour exemple, nous, journaux, dépendons de notre imprimeur...



“Le redémarrage ne va pas être facile non plus”

● Pour Philippe Renaudi, qui en rejoignant l’équipe de Medef national réfléchit désormais avec deux coups d’avance, les lendemains s’annoncent difficiles. “Cela fait déjà plusieurs semaines que nous parlons de la sortie de crise à Paris. Et là, d’autres problèmes vont commencer.” Et Philippe Renaudi de prendre des exemples : “nous, entrepreneurs du BTP, au coup de sifflet libérateur, nous reprendrons les chantiers là où nous les avions laissés (en espérant que les fournis-

seurs suivent). Mais le tourisme ? Combien de temps pour que les clients reviennent dans les hôtels ?” Surtout que pour beaucoup, le pouvoir d’achat aura sans doute momentanément sombré. Il y aura bien sûr un décalage à l’allumage, et le starter ne profitera pas à tous les moteurs économiques. Reconstituer les stocks, remplir les carnets de commandes... Certains pays, impactés avant nous, ont chiffré l’inertie d’une “sortie de crise forcément pénible, et for-

cément longue”, avec des emplois qui auront disparu dans la tourmente : en Chine, il aura fallu plus de deux mois pleins, du début du confinement à la reprise (pour l’heure à 66% sur le volet industriel) pour redresser la barre. En France ? “Ce ne sera pas moins de deux mois et demi, dans le meilleur des cas. Nous ne sommes pas la Chine...” Autre préoccupation : les investissements des entreprises, qui vont prendre du plomb dans l’aile, faute de ressources et de

nouvelles charges imprévues, comme les crédits contractés. Au préfet des Alpes-Maritimes, il aura toutefois appuyé une demande loin d’être économique : “pourquoi la Chine et l’Italie désinfectent leurs rues ? Qu’est-ce qu’on attend ? Pourquoi pas un confinement plus strict ? Plus vite on sortira de la menace épidémique, plus nos salariés et nos familles seront protégés, et plus vite l’activité reprendra.”